

PLUS LE TEMPS, PASSE... PLUS L'ÉTAT D'URGENCE, C'EST LONG.

L'État d'urgence, le sécuritaire et le totem républicain ont pris pied dans les écoles, les collèges, les lycées. Depuis janvier 2015, les enseignants sont pris à partie. Les ministres ont parlé, nous peu. Il est temps. Nous ne contenterons pas d'une simple condamnation des attentats. Nous ne voulons pas non plus, chercher à leur trouver des raisons et offrir à la bêtise bourgeoise le plaisir de vilipender « notre culture de l'excuse ». Nous ne pouvons pas nous mettre derrière les « Nous sommes en guerre » des politiciens pour qui Guerre et État d'urgence sont LA solution ... Nous n'aimons pas les guerres. Nous n'aimons pas les lois d'exceptions. Pour autant, critiquer en vertu de nos principes ne nous suffit pas. Nous ne jouerons pas les moralistes. C'est l'efficacité du pouvoir que nous voulons interroger avant de définir d'autres possibles. Toutes ces mesures ont-elles un sens ? Quelles conséquences auront-elles ?

Contre La guerre

Il ne suffit pas de déclarer que « La France est en guerre contre le terrorisme » pour résoudre le problème. Ces mots sonnent creux. Ils prennent le ton des discours de George W. Bush de septembre 2001. Depuis, le 11 septembre, on pratique la guerre contre le terrorisme. Elle est inefficace. Les Talibans talibanisent encore. Il n'est plus une journée sans attentat, partout, de Beyrouth, à Jakarta, d'Ankara au Nigeria. Le terrorisme « djihadiste » est tel que Daech, contrôle un vaste territoire et 10 millions de personnes.

Les déséquilibres, les vides laissés par l'histoire récente et le désespoir des populations constituent le lisier sur lequel peut se développer l'État Islamique. Daech est né de la guerre en Irak. Il s'est implanté plus au nord à cause du conflit syrien.

Œuvrer pour la paix au Moyen-Orient c'est qu'il y a de mieux à faire.

Depuis 2012, Occidentaux et Russes ont pris part au conflit. La Russie a maintenu Assad au pouvoir. La France soutient les opposants au régime syrien, n'hésitant pas au moins, au début, à soutenir des forces pas plus démocrates que ce régime lui-même (*Le front al-Nosra - Al kaida en Syrie*). La France s'est toujours montrée inflexible envers Assad et a refusé que l'Iran participe

aux négociations, alors qu'elle est un acteur déterminant de la crise. La diplomatie française, contre l'Iran, au côté, certes des démocrates syriens, mais aussi des pétromonarchies du golfe (Arabie Saoudite, qatar, Koweït) pour défendre la civilisation contre la barbarie. Joli programme.



Ce dont a besoin le peuple syrien c'est de l'arrêt du conflit, c'est d'un processus de paix, d'aide d'urgence, de reconstruction, d'agriculture, d'hôpitaux, d'écoles.

Ce qu'ils appellent « la communauté internationale » peut y œuvrer, à condition que tous cessent d'agir selon leurs intérêts et pour satisfaire certains acteurs militaro-industriels pour qui conflit rime avec revenus. Mettre tous les moyens possibles pour arrêter le désastre syrien et faire que s'engagent les négociations entre opposants et gouvernement, avec tous les acteurs de la région (Arabie Saoudite, Iran, Turquie, Israël) doit être la priorité. Cela ne se fera pas sans nous, le peuple.

Nous devons nous opposer à "leur guerre" et imposer nos solutions.

Résoudre les conflits, œuvrer au rééquilibrages sociaux en Syrie et en Irak au lieu de les nourrir, tout cela sera plus efficace contre le terrorisme djihadiste que les missiles de Lagardère et les Rafales de Dassault.

Madame la Ministre ...

Des enseignant.e.s s'étaient dits déstabilisé.e.s après les attentats de janvier par certains élèves. Pour soutenir le personnel, en novembre, vous avez multiplié les conseils. Merci. Pour vous aider et parce que sudéducation veut s'inscrire dans une démarche responsable nous publions ici, les courriers de parents ou de profs qui vous étaient adressés et qui ne vous sont pas parvenus car leurs auteur.e.s n'ont pas osé les envoyer.

*Chère Najat,
Mon enfant de 5 ans est rentré terrorisé de l'école où des policiers sont venus les rassurer par un exercice de mise en sécurité en cas d'attaque terroriste.
Mon petit Manuel se met à pleurer dès qu'il voit un policier, que faire ?*

DAECH : Quel terrorisme ?

Les milliers de jeunes qui partent en Syrie, coupent des têtes, violent, jettent dans le vide des homosexuels ou se transforment en bombes humaines. Daech n'est pas n'importe quel terrorisme. Le terrorisme de Daech n'est pas révolutionnaire. C'est un terrorisme vaguement religieux, qui exploite la frustration, qui défie la violence et ne mène qu'à la mort. Les attentats du 13 novembre, tout comme ceux du Liban, de Turquie, du Nigéria, ou d'Indonésie, frappent des innocents. Les cibles ne sont ni militaires ni politiques. On rapporte certes, qu'un des terroristes au Bataclan aurait déclaré, « c'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre Président, il n'a pas à intervenir en Syrie ». Mais ce sont des spectateurs anonymes, et non pas le président de la République française ou son état-major qui ont été exécutés. Le projet des terroristes est de terroriser. Il n'est pas de dénoncer l'intervention militaire.



« **Just terror** » titrait Dabiq, le magazine anglophone de l'État islamique, au lendemain du 13 novembre. De la terreur, « uniquement la terreur ». La terreur comme un spectacle hollywoodien de l'horreur, long, répétitif et envahissant. Quand il menace les écoles, Daech « affine » la mise en scène de la cruauté. Malheureusement, les tueries ne sont pas l'apanage de Daech, l'école a déjà été le théâtre d'autres meurtres de masse. On se souvient de la tuerie de décembre 2014 dans une école du Pakistan, de la tuerie de Colombine aux Etats-Unis. À l'école, la terreur « low-cost » sait faire incursion. On s'y fait poignarder comme à Etampes en 2005, à Albi en 2014. Récemment en Suède, un jeune néo-nazi tuait un élève et un professeur à coup de sabre. Daech nous renvoie à des mécanismes meurtriers précis qu'il sait déclencher.

Un État islamique ?

Cet « État islamique » revendique le modèle impérial du « califat » fondé sur l'allégeance. Daech mène un combat sans merci, contre tous ceux qui ne se soumettent pas et contre ceux qui sont indignes, apostats ou juste indifférents. Ce que Daech mène, c'est « la grande tuerie », « le grand carnage » dont la seule issue pour le peuple est la mort.

Ce discours apocalyptique et sa rhétorique fumeuse, se combinent avec des préoccupations profanes. Daech publie chaque année un bilan de ses activités économiques, militaires et terroristes. Daech ressemble à une entreprise criminelle, qui vit de trafic de pétroles, d'œuvres d'art, d'êtres humains, d'organes et probablement de drogue.

Si on ne peut ignorer la dimension religieuse dont se réclame Daech, on peut penser que la religion sert surtout à fournir le discours sacrificiel nécessaire pour transformer des âmes suicidaires en martyrs d'une cause qui au bout du compte profite probablement à une minorité de chefs auto-proclamés. Ce n'est pas propre à l'Islam.

Le discours dominant qui élude toute interprétation profane et qui ne veut voir dans ce terrorisme, qu'une simple radicalisation de l'Islam vise à faire de l'Islam, une religion de haine et de violence. Ce discours et ces raccourcis, on les retrouve aussi bien dans les mots de certains socialistes, qu'à droite ou à l'extrême droite. "L'Islam est le terrorisme et s'il ne l'est pas, il en porte le germe." Loin de rationaliser, ce discours développe l'ignorance : Il stigmatise, sème la confusion et la psychose. En mettant en avant les bigoteries des prédicateurs, il écarte d'importantes revendications politiques et sociales. Quid, par exemple, du droit de vote des étrangers, des discriminations, des violences policières et de l'accueil des migrants... Quid, ailleurs, des revendications des printemps arabes.

Ce que Daech réussit le mieux, c'est de favoriser la mise en place de politiques de régressions sociales et d'adaptations au capitalisme.

Est-ce un problème pour le pouvoir politique, financier, médiatique et militaro-industriel?

Non, certainement pas.

Chère Najat,

Dans mon école les filles se font pousser la barbe, les garçons portent des jupes longues et voilent leurs poupées. La théorie du genre peut-elle produire de tels effets ? Dois-je m'inquiéter d'une éventuelle radicalisation? Si oui, ai-je la garantie en faisant remonter les noms à ma hiérarchie que ces cas seront traités comme il se doit?

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE

Depuis le 13 novembre, l'état d'urgence est en vigueur. Les pouvoirs de l'exécutif sont renforcés. L'état d'urgence constitue une dérogation à l'état de droit. Le gouvernement peut sans l'approbation du pouvoir judiciaire, mettre en œuvre des mesures touchant à l'exercice de libertés fondamentales :

Le gouvernement peut imposer des couvre-feux, des interdictions de séjour, des fermetures de salles et interdire des manifestations.

On peut perquisitionner hors du contrôle judiciaire, de jour et de nuit, dès lors qu'il existe des raisons de penser que ces lieux sont fréquentés par une ou des personnes au comportement menaçant pour l'ordre public.

Le gouvernement peut assigner à résidence toute personne dont le comportement constitue une menace.



Comme un **comportement suspect** peut donner lieu à des perquisitions ou assignations, un grand nombre de poursuites injustifiées ont été commises à l'encontre de personnes, de restaurants ou d'associations n'ayant aucun lien avec le terrorisme. Incivilités des policiers et erreurs ont été nombreuses. La police surmenée n'est pas à la hauteur. L'état d'urgence génère des tensions. Ce climat délétère peut constituer pour les promoteurs du Djihad un nouveau terrain de recrutement.

Le gouvernement a une interprétation large de ce qu'est une « menace pour la sécurité et l'ordre public ». Le bilan du gouvernement Valls lors de la COP21 est édifiant : une vingtaine de militants assignés, des interdictions de territoire, des manifestations interdites, une répression impressionnante place de la République à Paris (300 gardes à vue, 2 interpellations). Nos camarades arrêtés témoignent de l'incompréhension des commissariats concernant leurs gardes à vue, ce qui en dit long sur la « violence présumée » des personnes arrêtées et relâchées le lendemain matin sans aucune suite.... Quel lien y-a-t-il entre le terrorisme djihadiste et les mouvements écologistes et syndicaux ?

Contre la réforme constitutionnelle

La déchéance de nationalité pour les bi-nationaux est une mesure imbécile qui remet en cause le droit du sol. Elle instaure un apartheid juridique entre nationaux et bi-nationaux et surtout, elle fait tristement sourire : les martyrs ne seront pas français. Et alors, s'en soucient-ils ?

Constitutionnaliser l'état d'urgence n'est pas anodin. Une constitution est une loi fondamentale, une règle qui est au-dessus des lois. En théorie, c'est la garantie des droits fondamentaux. Elle statue la séparation des pouvoirs. Elle compose la référence quand on veut contester l'action du gouvernement auprès du conseil d'État et du conseil constitutionnel. Constitutionnaliser la possibilité de gouverner selon des modalités d'exception, ce n'est pas rien. C'est donner dans la constitution, la possibilité de déroger à ses propres principes. La constitution de 58, comporte déjà un régime dérogatoire. L'article 16, dit des pouvoirs spéciaux du président, permet en cas de guerre ou d'insurrection de confier à l'exécutif tous les pouvoirs nécessaires à la sauvegarde de la République. Cet article révèle que la Constitution intègre déjà la possibilité d'un Etat d'exception décidé par le chef de l'État. Contester le projet actuel, c'est vouloir une vraie démocratie sans possibilité pour les dirigeants de se servir de la Constitution pour imposer légalement des mesures antidémocratiques.

De plus, l'application de l'état d'urgence, dans le projet de Hollande, n'est pas limitée dans le temps. L'Exécutif décrète l'état d'urgence. Les chambres en fixent la durée. Les mesures mises en œuvre peuvent être prolongées six mois après la fin. Il suffira ensuite de décréter de nouveau l'état d'urgence, pour le proroger. Le pouvoir pourra procéder ainsi durant tout le temps ou sera effective la menace terroriste. Or, si c'est dans un monde en guerre et sous un régime de non droit que le terrorisme djihadiste se développe le mieux, les menaces risquent de se perpétuer et ce sont l'état d'urgence et ses règles d'exception qui vont s'installer durablement.

Beaucoup de bruit pour rien

3021 perquisitions administratives, 381 assignations, 500 armes saisies (dont 200 chez un collectionneur), 25 procédures lancées en lien avec le terrorisme, dont 21 pour *"apologie du terrorisme"*. Au final, seulement 4 poursuites anti-terroristes véritables. Ces procédures là étaient déjà bien engagées avant l'état d'urgence. En plus de nuire à nos libertés, l'état d'urgence ne brille pas contre le terrorisme.

Chère Najat,

Quand je parle à mes élèves de liberté, ils me parlent état d'urgence. Quand je parle d'égalité, ils me parlent d'inégalités sociales. Quand je leur parle de fraternité, ils me parlent de régularisation de sans-papiers. Est-il prévu de regrouper les insolents dans des classes de remise à niveau républicain ?

Et à l'école, c'est comment l'urgence?

Dans nos établissements, alors que s'installaient l'urgence, des manœuvres de sécurité ont été effectuées. Pourquoi ? Ces exercices se font de manière régulière. Ils ne sont pas pensés pour protéger des terroristes donc, ils sont probablement inefficaces. Dans un contexte où enfants, personnels et familles sont affectés par les événements, il est inopportun de mener des actions pouvant fragiliser les esprits. Entretenir la psychose ne résoudra pas le problème du terrorisme. Mais pour la Ministre, il fallait réagir car... la sécurité, c'est important, on le dit à la télé, à la radio, dans les journaux et les sondages... qui nous gouvernent ? Najat a d'ailleurs promis d'en remettre une couche (de ridicule?) et qu'on serait mieux protégé, après que notre malheureux collègue inventa une histoire d'agression à Aubervilliers. Elle pourrait se soucier un peu plus, de la santé du personnel en reconnaissant que le métier d'enseignant est complexe et occasionne des maladies professionnelles.



Liberté, égalité, flonflon et tralala

En plus des dispositions sécuritaires, le gouvernement veut former le peuple aux valeurs de sa République. Une charte de la laïcité a été distribuée dans les établissements. On a créé une réserve républicaine pour que de bons républicains interviennent dans les classes. Du matériel pédagogique pour la laïcité dès la maternelle a été mis à disposition des enseignants qui doivent, en plus, suivre des formations républicaines.

Pour combattre le terrorisme, le pouvoir relève son étendard, tout en précisant qu'il ne faut pas faire d'amalgame entre Islam et terrorisme. Mais quand à la suite de tueries dont les auteurs se réclament de l'Islam, on invoque la laïcité comme remède, on stipule qu'un lien existe entre l'Islam et ces meurtres de masse. On sème le doute. Ce doute, en plus de stigmatiser certains, d'autres, se l'approprient et s'autorisent à commettre l'inacceptable. Les actes islamophobes répertoriés actuellement sont nombreux. Comme à chaque fois, on sort des drapeaux pour montrer qui on est et ce qu'on veut. Est-ce que l'école doit être le lieu du drapeau ?

La République a aussi sa triste histoire. Va-t-on la nier sous prétexte qu'il faudrait se mettre au garde à vous à cause du terrorisme ? C'est au nom des valeurs républicaines, qu'entre 1914 et 1918, le peuple se fit massacrer alors que d'autres voix s'élevaient pour l'Internationalisme et contre la Guerre. Ce sont dans les valeurs de la République qu'on trouva des raisons justes à la mission civilisatrice de la colonisation dont Jules Ferry était un fervent partisan ! L'école a toujours su propager les propagandes. Ces temps sont révolus mais en sommes-nous bien sûrs ?

Chère Najat

Que répondre à mes élèves qui me demandent pourquoi tant de représentants de l'état étaient à la messe de célébration après les attentats alors qu'au nom du respect de principe de laïcité aucun n'était présent à la messe donnée en l'honneur de la paix le 20 novembre 1918? Comment réagir face à de telles provocations ?

Enseigner les valeurs de cette république dans une société où on ne les voit pas, c'est impossible.

Ces mots de liberté, d'égalité, de fraternité, à peine affichés, ressemblent déjà à de vieux papiers jaunis sur les murs. La liberté n'est pas en forme sous l'état d'urgence. L'égalité est pâle au temps des paradis fiscaux et du déni des droits du peuple. La fraternité est une belle idée mais qu'en font ceux qui gouvernent quand ils disent au peuple qu'il faut se mettre en concurrence et vouloir être milliardaire pour pouvoir s'en sortir... Quant à la laïcité, tant que les gouvernements financeront des écoles confessionnelles tout en réduisant les moyens de l'École Publique, elle a dans les discours, des allures de gros mensonge.

Enseigner la république et faire accepter que le pouvoir actuel en est le garant, c'est délicat.

Il faut soit jouer d'une finesse pédagogique cynique et hypocrite, soit assumer un autoritarisme brutal. On imagine bien d'ailleurs, que tous les apprenants ne seront pas unanimes et que les esprits éveillés verront la supercherie. On réussira surtout à inculquer à la majorité que le pouvoir néo-libéral incarne le "moins pire" car Daech ou le fascisme sont sûrement bien pires encore.

Face au terrorisme, au fascisme, au néo-libéralisme, politisons l'école !

Faire de la liberté et de l'égalité, des exigences immédiates, des revendications populaires pour nous et nos élèves. Exiger d'être libres, égaux, solidaires, tout de suite, dans nos classes. S'organiser, tisser des liens et lutter pour s'émanciper collectivement. Éveiller l'esprit critique, se détourner des faux-semblants, développer sa conscience de classe, le dégoût du capitalisme et de bien d'autres choses encore.

En remettant du politique au cœur des Écoles et en dehors, on devrait réussir à faire reculer ces maladies infectes que sont le terrorisme de Daech, le fascisme et le capitalisme. Le syndicalisme que nous développons est une pièce de ce puzzle qu'il faut construire pour éviter le chaos...